



N° 2025 -BU-046

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-cinq, le Mardi 1^{er} Avril à dix-sept heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Antoine-Audoine MAGGIAR (**en visio**), Michel MULOT, Annick BERTRAND, Pierre TISSIER-MARLOT, Jean-Christophe SAVE, David BONGARD (**départ à 19h15**), Marie-Claire RANVIER, Dominique STRIESKA, Michel MARIE (**en visio**), Serge DUCREUZOT, Jean-Paul LAMBOURG, Didier BOURLON

Absents excusés :

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Jean-Christophe SAVE

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 13
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 13

Bâtiments

Devis à signer : Centre social de Luzy - Les Bagelles

N° 2025-BU-046

M. Michel MARIE, Vice-Président en charge des bâtiments, explique que le service bâtiment a recensé les travaux à réaliser pour l'année 2025 en attente de vote du budget, mais des travaux urgents nécessitent un accord au plus vite.

Il s'agit de :

- La porte d'entrée du bâtiment du Centre social de Luzy aux Bagelles, qui semble avoir été forcée. Une plainte a été déposée le 25 mars 2025, par la Communauté de communes après constatation avec le Centre Social ainsi que des déclarations à leurs assurances respectives.
- La porte et l'escalier d'issue de secours, toujours dans le bâtiment des Bagelles. L'escalier semble avoir bougé et abimé la porte d'issue de secours. Cette issue de secours n'est plus utilisable.

Pour assurer la sécurité des enfants accueillis et du personnel, il convient de lancer les dépenses de réparation rapidement.

Envoyé en préfecture le 25/04/2025

Reçu en préfecture le 25/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250401-2025_BU_046-DE

S²LOW

Des devis ont été demandés et ils s'élèvent à 4 875€HT par les forges du Morvan pour l'escalier et l'issue de secours, et à 6 263.09€TTC par Sotty Stores et Fermetures.

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, autorise le Président à signer ces devis.

Envoyé en préfecture le 25/04/2025

Reçu en préfecture le 25/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250401-2025_BU_046-DE



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 1^{ER} Avril 2025**

**Le Secrétaire de Séance,
Jean-Christophe SAVE.**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**



24 Rue des Carriers Italiens
91350 GRIGNY
☎ 01 86 90 66 23

ESCALIERS METALLIQUES

Envoyé en préfecture le 25/04/2025

Reçu en préfecture le 25/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250401-2025_BU_046-DE



CCBLM
11 place la Fayette
58290 MOULINS-ENGILBERT

A LUZY

A L'ATTENTION

Le 27 février 2025

DEVIS n° 3341

Affaire suivie par M. ESCALHAO

☎ 06 20 74 12 42

Monsieur,

Suite à votre demande, dont nous vous remercions, veuillez trouver ci-après notre meilleure offre pour les éléments métalliques ayant les caractéristiques suivantes :

Chantier HALTE GARDERIE les Bagelles 58170 LUZY

CHAGEMENT DE LA PORTE DE SECOURS
Porte de 900 de passage par 2100
Porte tôle 2 face isoler
3 paumelles avec ferme porte
Serrure antipanique avec module extérieur
Casquette de protection au-dessus de la porte
Réparation des fixations de l'escalier de secours
Pose d'une cornière de 100/1000 longueur 1000
Sous le palier de l'escalier de secoure
Fixation au scellement chimique
Finition de la porte thermolaqué gris clair

L'ENSEMBLE HT - EN FOURNITURE ET POSE 4875 EUROS HT

Bon pour accord, le 01.04.2025
Le Président de la
Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan
Serge CAILLOT



*** Ce chiffrage s'entend HORS TAXES - il convient de rajouter la TVA en vigueur

Ce devis est valable pour les éléments et les dimensions cités ci-dessus. Toute modification entraînera une révision des prix. Règlement : 30% à la commande, solde à réception

Nous restons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire et,
Vous prions de croire, Monsieur, en l'assurance de nos sentiments dévoués.



Envoyé en préfecture le 25/04/2025
 Reçu en préfecture le 25/04/2025
 Publié le
 ID : 058-200067882-20250401-2025_BU_046-DE

SOTTY STORES ET FERMETURES
 ZA LE VIGNEAU
 71140 BOURBON-LANCY
 Tél : 03.85.84.37.63
 E-mail : sotty.storesfermetures@gmail.com
AGENCE COMMERCIALE
 Av des Platanes
 1 Lot des Peupliers
 71160 DIGOIN
 Tél : 03.85.24.84.37
 E-mail : sottydigoin@gmail.com

Site internet : www.sotty-stores-fermetures.fr

DEVIS N° AC250202419

Date : 27/02/2025

Votre contact : **FREDERIC SOTTY**

Délai : NOUS CONSULTER


Adresse du chantier :
 Halte Garderie - Les Bagelles - 58170 LUZY


COMMUNAUTE DE COMMUNES Bazois Loire Morvan

11 Place La Fayette
 58290 MOULINS ENGILBERT



Réf. : FOURNITURE ET POSE / Installation porte d'entrée avec digicode

Designation	Qté	Pu HT	Total HT	TVA
Porte aluminium série 716 "Porte Lourde Cuzco", profilés Profils Systèmes au design droit Factory Spirit Rupture de pont thermique par barrettes polyamides de 30 à 35MM Assemblage à coupe d'onglet par équerres à pion ou à sertir en aluminium ou en inox Etanchéité par compression de 2 joints de battue identiques et tournants en EPDM lors de la fermeture Ouvrant tubulaire ép 70mm / Dormant ép. 70mm Profil de rejet d'eau sur ouvrant Paumelles à clamer et poignée aluminium - Serrure 5 points - Sans seuil Porte 2 vantaux ouverture à l'anglaise Larg 1950 mm x Haut 2255 mm  . Coloris blanc ral 9010 . Dormant 70mm . Dim. tableaux . Double vitrage sécurité : VIR 44.2/10 Warm Edge + argon/44.2 . 1 Traverse Dont éco-contribution REP PMCB : 1,72€ HT	1	3 647,31 €	3 647,31 €	20%
Remise administrative	1	-364,00 €	-364,00 €	20%
Crémone pompier sur semi fixe	1	165,35 €	165,35 €	20%
Ferme porte	1	320,48 €	320,48 €	20%
Poignée à code Keylex	1	1 220,10 €	1 220,10 €	20%

Designation	Qté	Pu HT	Total HT	TVA
Pose de l'ensemble <ul style="list-style-type: none"> La prestation de pose comprend : La dépose de l'ancien ouvrage et la pose de la nouvelle porte par nos salariés Les réglages et finitions La fourniture pour pose Le nettoyage de la zone de chantier La réception du chantier avec les poseurs Forfait de déplacement INCLUS 	1	220,00 €	220,00 €	20%
Gestion, évacuation et traitement des déchets de chantier  <ul style="list-style-type: none"> Comprend : La main d'oeuvre liée à la dépose et au tri Le transport des déchets de chantier vers un ou plusieurs points de collecte Les coûts de traitement Ouvrages déconstruits (déchets susceptibles d'être en mélange) Le point de collecte envisagé : Déchetterie - Quantité totale estimée : 1 pièces Estimation de la valorisation du traitement des déchets 10 € Les coûts et frais prévus au présent devis sont des estimations, susceptibles d'être revus en fonction de la quantité réelle et de la nature des déchets constatés en fin de chantier 	1	10,00 €	10,00 €	20%
Garantie menuiserie et pose 10 ans - laquage 25 ans <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 20px;"> <p>Envoyé en préfecture le 25/04/2025</p> <p>Reçu en préfecture le 25/04/2025</p> <p>Publié le</p> <p>ID : 058-200067882-20250401-2025_BU_046-DE</p> </div>				

Votre devis est valable 1 mois - Images et photos non contractuelles

Nos prix sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de la remise de l'offre.
Toute variation ultérieure de ces taux, imposés par la loi, sera répercutée sur ces prix.

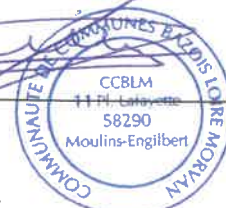
Règlement : Virement administratif
Acompte demandé : 0,00 €

SOTTY STORES ET FERMETURES - IBAN FR7617806002306225700283256
AGRIFRPP878

Total HT :	5 219,24 €
Total TVA 20 % :	1 043,85 €
	6 263,09 €

☐ Je déclare avoir pris connaissance et accepté les conditions générales de vente ci-jointes.

Bon pour accord	Fait à :	le :
Signature (précédée de la mention : «lu et approuvé, devis reçu avant l'exécution des travaux») :		
Bon pour accord, le 01/04/2025 Le Président de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan Serge CAILLOT		



CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

1- PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les présentes conditions générales de vente sont systématiquement remises à chaque client, pour lui permettre de passer commande. En conséquence, toute commande passée avec la Société implique, nécessairement, à titre de condition essentielle et déterminante, l'acceptation sans réserve des dites conditions, nonobstant toute disposition contraire pouvant figurer sur les documents émanant du client. Toute stipulation s'écarterant des présentes conditions devra obligatoirement faire l'objet d'un accord écrit avec la société. Les mentions figurant sur les catalogues, tarifs, notices ou autres documents sont portées à titre indicatif et ne peuvent en aucun cas engager la société.

2 - LES PRIX

Notre tarif ne constituant qu'une base d'indication de prix, il est établi sous forme de grille d'évaluation des prix publics, hors taxes. Les prix peuvent être établis en fonction des quantités et plus généralement, des conditions figurant sur les offres et/ou confirmations, et pourront être modifiés. Toute modification des commandes doit faire l'objet d'un accord préalable et express de la Société.

3 - POSE

Sauf stipulation contraire, les délais de pose sont donnés à titre indicatif et ne sont pas de rigueur, un retard de pose ne peut donner lieu à une pénalité, ni à dommages et intérêts, ni justifier l'annulation de la commande. Les prix de pose s'entendent conformément à la grille de prix STORES ET FERMETURES FRÉDÉRIC SOTTY. Ils ne peuvent être modifiés selon la nature du support. S'il est nécessaire d'utiliser des méthodes ou des procédés différents de ceux utilisés habituellement. Ces méthodes inhabituelles seront facturées en supplément, indépendamment du prix établi, si leur nécessité est constatée après le début ou la fin des travaux.

4 - LIVRAISON

Sauf stipulation contraire, les délais de livraison sont donnés à titre indicatif et ne sont pas de rigueur, un retard de livraison ne peut donner lieu à une pénalité ni à dommages et intérêts, ni justifier l'annulation de la commande et leur inobservation n'ouvre donc aucun recours à l'acheteur.

Nonobstant les modalités d'expédition de la marchandise, celle-ci voyage aux risques et périls du client, la responsabilité de la Société ne saurait être engagée, une fois les marchandises ayant quitté l'usine. Dès l'arrivée de la marchandise, il appartient au client, de faire le nécessaire et en particulier de vérifier le bon état de la marchandise livrée, conserver les recours contre le transporteur notamment pour cela, inscrire, sur les documents de transports des réserves claires, précises et complètes sur les dommages constatés, confirmer au transporteur l'ampleur des dommages par lettre recommandée avec A.R., adressée dès les 48 heures suivant la réception ou bien requérir dans le cadre de l'article 106 du Code de Commerce, la nomination d'un expert. Ceci conformément aux dispositions de l'article 105 du Code de Commerce, le client devant par ailleurs informer la Société des dommages et avaries constatés. Aucun retour n'est accepté sans autorisation préalable de la Société. Les retours autorisés doivent parvenir à la Société franco de tout frais et ne compter que des marchandises en parfait état de neuf. Tout retour autorisé suite à une erreur du client donne lieu à un avoir limité à 85 % du montant de la facture initiale.

En tout état de cause, ces retours doivent se faire au siège de la Société. La responsabilité de la Société résultant de réclamations recevables est limitée à l'obligation pour la Société de remplacer le matériel non conforme à l'exclusion de tout dommage-intérêt. Aucune réclamation n'est recevable passé un délai de 15 jours après la date de livraison.

5 - PAIEMENTS

Paiement au comptant par chèque, carte bancaire ou espèces. Tout paiement qui, est fait à la Société s'impute sur les sommes qui lui sont dues, quelle qu'en soit la cause en commençant par celles dont l'exigibilité est la plus ancienne.

Sauf accord préalable et écrit de la Société, les paiements convenus ne peuvent en aucun cas être suspendus. De même, les paiements effectués par le client ne peuvent faire l'objet d'aucune compensation à raison de quelque réclamation du client.

6 - CLAUSE D'INTÉRÊT CONVENTIONNEL

Toute inexécution par le client de l'une de ses quelconques obligations, et notamment tout retard ou défaut de paiement d'une commande, entraîne l'exigibilité de plein droit, sans mise en demeure préalable, à compter du terme non convenu, d'un intérêt annuel de 15 % calculé par jour de retard, sans préjudice de l'application de la clause résolutoire expresse.

7 - CLAUSE DE DÉCHÉANCE DU TERME

En pareille hypothèse, le client sera déchu du terme pour les paiements afférents à d'autres livraisons, qui deviendront immédiatement exigibles en portant intérêt dans les conditions précitées (§ 6).

8 - CLAUSE PÉNALE

En pareille hypothèse, le client devra, sans mise en demeure préalable, en sus du montant en principal et en intérêt, payer une clause pénale d'un montant forfaitaire de 1,5 % des sommes restant dues, par mois de retard.

9 - CLAUSE RÉSOLUTOIRE EXPRESSE

En pareille hypothèse, la Société se réserve la faculté de prononcer la résolution de plein droit non seulement de la commande en cause, mais également de toutes les commandes impayées passées par le client qu'elles soient livrées ou en cours de livraison et que leur paiement soit échü ou non. Les versements effectués seront acquis à la Société à titre de clause pénale.

10 - CLAUSE DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Il est convenu, en application de la loi du 12 mai 1980, que la propriété des marchandises commandées et/ou livrées ne sera transférée qu'après paiement complet du prix, ainsi qu'après parfaite exécution par le client de ses obligations à l'égard de la Société : sera considéré comme paiement complet et effectif, le règlement en numéraire ou l'encaissement définitif d'un chèque ou d'un effet. En pareille hypothèse, la Société pourra obtenir restitution de la marchandise livrée, par Ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce ; par cette même ordonnance, un expert sera désigné pour constater et évaluer la marchandise restituée. La Société procédera sur cette base à la liquidation du compte client, compte d'impôt tenu des intérêts dus, et de la mise en œuvre de la clause pénale. La Société se réserve le droit d'interdire toute utilisation de la marchandise livrée, le client étant tenu de restituer à la première demande, notamment en cas de non remise d'un effet dans le délai prévu, non paiement à échéance ou s'il devait survenir un événement de nature à faire douter de la solvabilité vraie ou supposée du client, lequel entraînera la déchéance du terme et l'exigibilité immédiate de toutes les factures même de celles non échues. Le client et la Société s'engagent réciproquement à respecter les obligations d'ordre comptable prévues par la loi dont ils déclarent avoir parfaite et entière connaissance.

11 - GARANTIE

La Société garantit les marchandises pendant une période de 24 mois, à compter de la date de livraison. Sont exclus de la garantie tous les incidents tenant à des cas fortuits ou de force majeure, à une usure normale, à une négligence, à un défaut d'entretien ou de surveillance de la marchandise, ainsi qu'à un choix erroné de marchandises. La garantie accordée est limitée à l'obligation pour la Société de remplacer la marchandise défectueuse. Elle exclut tous dommages et intérêts au bénéfice du client. Tout retour de marchandises s'effectue aux risques et périls du client.

12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La Société conserve l'entière propriété des marques déposées, et le client s'interdit de manière absolue tout usage des marques sus-mentionnées, sans accord préalable et express de la Société. Les études, plans, schémas et autres documents remis ou envoyés par la Société au client, concernant tant les marchandises vendues que la Société elle-même sont de nature strictement confidentielle.

EXTRAIT DU CODE DE LA CONSOMMATION (livre 1^{er}, titre 2, chapitre 1^{er}, section 3)

Art. L.121-23 - Les opérations visées à l'article L.121-21 doivent faire l'objet d'un contrat dont un exemplaire doit être remis au client au moment de la conclusion de ce contrat et comporter, à peine de nullité, les mentions suivantes :

- 1. Noms du fournisseur et du démarcheur
- 2. Adresse du fournisseur
- 3. Adresse du lieu de conclusion du contrat
- 4. Désignation précise de la nature et des caractéristiques des biens offerts ou des services proposés
- 5. Conditions d'exécution du contrat, notamment les modalités et le délai de livraison des biens, ou d'exécution de la prestation des services
- 6. Prix global à payer et modalités de paiement : en cas de vente à tempérament ou de vente à crédit, les formes exigées par la réglementation sur la vente à crédit, ainsi que le taux nominal de l'intérêt et le taux effectif global de l'intérêt déterminé dans les conditions prévues à l'article L.313-1
- 7. Faculté de renonciation prévue à l'article L.121-25, ainsi que les conditions d'exercice de cette faculté et, de façon apparente, le texte intégral des articles L.121-23, L.121-24, L.121-25 et L.121-26.

Art. L.121-24 - Le contrat visé à l'article L.121-23 doit comprendre un formulaire détachable destiné à faciliter l'exercice de la faculté de renonciation dans les conditions prévues à l'article L.121-25. Un décret en Conseil d'Etat précisera les mentions devant figurer sur ce formulaire. Ce contrat ne peut comporter aucune clause attributive de compétence. Tous les exemplaires de ce contrat doivent être signés et datés de la main même du client.

Art. L.121-25 - Dans les sept jours, jours fériés compris, à compter de la commande ou de l'engagement d'achat, le client a la faculté d'y renoncer par lettre recommandée avec accusé de réception. Si ce délai expire normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, il est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant. Toute clause du contrat par laquelle le client abandonne son droit de renoncer à sa commande ou à son engagement d'achat est nulle et non avenue. Le présent article ne s'applique pas aux contrats conclus dans les conditions prévues à l'article L.121-27.

Art. L.121-26 - Avant l'expiration du délai de réflexion prévu à l'article L.121-25, nul ne peut exiger ou obtenir du client, directement ou indirectement, à quelque titre ni sous quelque forme que ce soit une contrepartie quelconque ni aucun engagement ni effectuer des prestations de services de quelque nature que ce soit. (L. n° 95-56 du 1^{er} février 1995) « Toutefois, la souscription à domicile d'abonnement à une publication quotidienne et assimilée, au sens de l'article 39 bis du Code général des impôts, n'est pas soumise aux dispositions de l'alinéa précédent dès lors que le consommateur dispose d'un droit de résiliation permanent, sans frais ni indemnité, assorti du remboursement, dans un délai de quinze jours, des sommes versées au prorata de la durée de l'abonnement restant à courir. En outre, les engagements ou ordres de paiement ne doivent pas être exécutés avant l'expiration du délai prévu à l'article L.121-25 et doivent être retournés au consommateur dans les quinze jours qui suivent sa rétractation. »

La médiation - En cas de litige vous pouvez saisir gratuitement la Commission de Médiation de la Vente directe, 100, Avenue du Président Kennedy, 75 016 PARIS - Tel : 01 42 15 30 00



Annulation de commande

Articles L. 121-21 et suivants du code de la Consommation

Conditions :

- Compléter et signer ce formulaire
- L'envoyer par lettre recommandée avec accusé de réception
- Utiliser l'adresse figurant au dos
- L'expédier au plus tard le septième jour à partir de la commande ou si ce délai expire normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le 1^{er} jour ouvrable suivant.

Je soussigné, déclare annuler la commande ci-après

- Nature de la marchandise ou du service commandé :
- Date de la commande
- Nom du client :
- Adresse du client :

Signature du client :

